

LA RENTRÉE DES CASSES 2021

La crise économique et sociale ne fait que commencer. La feuille de route du gouvernement et du patronat est plutôt limpide. Ils veulent faire payer la crise et les conséquences de leurs mauvais choix aux travailleurs !

La veille des élections présidentielles n'est jamais propice pour lancer des attaques anti sociales, surtout lorsque la classe laborieuse a déjà beaucoup subi à travers la crise sanitaire et l'actuelle hausse des prix et de l'énergie. Mais la macronie ne veut reculer devant rien, après l'atomisation du Code du travail, de l'assurance maladie, la réforme sur l'indemnisation de l'assurance chômage est entrée en vigueur le 1er octobre et précarisera davantage les victimes du système capitaliste destructeur et mortifère. Les travailleurs d'aujourd'hui seront les chômeurs de demain selon la logique patronale, soyons solidaires avec les plus précaires !

Pour ceux qui ont encore un travail, l'alliance gouvernement-patronat et de la CFTD, pour qui tout va bien, continueront de réformer en faveur des plus riches ; on l'a vu avec la suppression de l'ISF et les millions d'euros d'aides versées sans contreparties à des entreprises qui licencient à tour de bras et attaquent les conditions de travail pour faire plus de profit. Les travailleurs ne demandent pas l'aumône du chèque énergie mais une augmentation drastique des salaires.

La Poste figure bien entendu en tête de liste de la rentrée des casses. Fermetures massives de centres et les coups qui pleuvent. Les modifications d'horaires de travail jugés trop avantageux pour les agents ont déjà commencé et s'accompagnent de la dévalorisation de nos métiers à travers la polyvalence à des cadences de dingues pour le colis. De nouvelles gouvernances se mettent en place, Colissimo prend la main sur le secteur transport-logistique. Ironie du sort, les ACP sont pleines à craquer, la BU Colis manque de m2, mais la plateforme logistique de Bonneuil dont la fermeture a été annoncée risque de passer aux mains d'Amazon qui est déjà sur le coup. C'était l'occasion pour ces génies de répondre à un besoin et de maintenir de l'emploi postal sur Bonneuil mais ils préfèrent rincer les actionnaires.



Les dernières annonces nationales et l'absence de concertation avec les syndicats doivent inquiéter et faire réagir les collègues encore endormis ! Malgré les profits engrener grâce au travail de tous, la boîte refuse d'augmenter les salaires et fixe sans cesse de nouveaux critères pour obtenir des primes qui stagnent contrairement à la charge de travail. Elle détruit notre santé en réduisant le budget médecine du travail et dégrade nos métiers par les UAP. La discipline se renforce et les sanctions arbitraires pleuvent comme à Garonor où le cynique Joao distribue avertissements injustifiés sans fournir les fiches de poste, et débranche la machine à café en production tandis que le café coule à flot dans le bureau des chefs d'équipes pour leur conso perso.

Ne les laissons pas faire, il y a des raisons de protester et de se mettre en colère mais cela doit absolument s'accompagner de contre-attaques dans tous les services menacés par des réorganisations ou des atteintes à nos droits fondamentaux. Nous avons vu où nous conduit l'immobilisme : à la destruction de nos conquies sociaux. C'est seulement en refusant l'exploitation que l'on pourra être écoutés et gagner plus que les miettes ramassées par les syndicats amis du patron !

UAP

Avec les UAP, La Poste affiche sa volonté de casser tous les services de la BSCC en réorganisant les équipes de production pour mieux les contrôler et les contraindre d'accepter la dégradation de leurs conditions de travail.

Sa mise en place de manière unilatérale au travers de tests n'est en réalité encadrée par aucun accord avec les syndicats. La direction a déjà annoncé que le courrier et le colis seront traités en deux dossiers différents. Le conte de fées racontait que le rattachement du colis avec le courrier apporterait de la cohésion, seulement ce que l'on constate, ce sont des facteurs qui distribuent des colis sans bénéficier du fruit de leur travail, et des opérateurs colis en distribution ou back-office dont l'évolution est limitée pour mieux les exploiter à moindres coûts.



Cette organisation de travail n'a rien d'avant-gardiste, c'est de la manipulation des collectifs de masse en créant de petites équipes qui travailleront en circuit fermé. En instaurant au passage une carotte à la promo et une concurrence malsaine à travers l'animateur qui devra

pour le plus grand bonheur du chef, être docile et conforme. Le plus grave reste à venir. L'UAP se voit attribuer des missions qui relèvent normalement des chefs d'équipe et du CHSCT. Ceci pose des problèmes en termes de responsabilité et sécurité au travail puisque ces encadrants et membres du CHSCT suivent des formations bien spécifiques. C'est donc bien une polyvalence horizontale (multiplication des tâches) et verticale (nouvelle fonction intégrée) qui se met en place insidieusement. Déqualification des métiers, flou sur les fonctions et surcharges de travail sont très souvent source de souffrance au travail.

Les notions de solidarité et de collectif n'ont pas été inventé par des cols blancs, c'est en réalité le quotidien de bon nombre d'entre nous, eux au contraire, ils s'occupent à diviser, à discriminer, désorganiser et n'apportent jamais de solution concrète, pourtant, ils sont encadrants. Les travailleurs n'ont pas besoin de chefaillon pour dicter une méthode de travail ou sa manière de compenser ses lacunes, exigez des moyens, imposez vos méthode de travail et refusez de devenir des unités autonomes de pigeon.

Primes colis et congés, ça PEAK !

Le coût de la vie a terriblement augmenté ces derniers mois, énergie, et pourtant la direction postale s'obstine et refuse toute augmentation de salaire. Ce ne sont pas les dernières annonces d'évolution des primes bonus et challenge qui vous feront retrouver du pouvoir d'achat. En effet, l'objectif est d'ajouter des critères de satisfaction client, et d'étendre la PEAK Période d'une semaine en la faisant débuter le 8 novembre au lieu du 15 novembre. Pour une semaine de plus de labeur alors que les renforts tarderont à arriver et que beaucoup des tournées postières seront sous-traitées sans vergogne, vous serez récompensé de seulement 100 euros brut de plus pour combler toutes les défaillances d'organisation. La reconnaissance des agents, de leur fonction et de leur engagement sans faille dans des conditions extrêmement difficiles passe nécessairement par des augmentations à hauteur du trafic traité.

À coté de cela, il devient de plus en plus pesant de voir que des pressions sont exercées pour pousser les agents à déposer l'ensemble de leur congés restants avant la fin d'année. Il est pourtant récurrent que des collègues se voient refuser leur demande aux dates souhaitées parce que les dates ne conviennent pas par manque de personnel. Toujours en période de crise sanitaire avec une charge de travail énorme, la direction voudrait vous faire travailler jusqu'à l'épuisement. Elle ne peut pas écrieter vos congés, le code du travail et les textes postaux permettent de reporter jusqu'à deux fois les obligations hebdomadaires. Les congés, c'est quand vous voulez.

LFARA ELU PANTIN de la DOT

Trop de sites sous la responsabilité d'un seul directeur qui accepte tout tout tout ! Le constat est sans appel, la dérive est totale. Presque la totalité des circuits de distribution y sont sous-traités, le peu de personnel postier restant en chef d'équipe et back-office est tout simplement méprisé, travaillant dans des conditions désastreuses de sous-effectif permanent. En plus des conditions de travail dégradées, il y règne une atmosphère détestable entretenue par la direction locale à l'image de la salle de pause de la PFMA Pantin pleine de cafards. Et ce n'est pas tout, la politique de favoritisme des copains d'abord sévise sur ces sites, professionnalisations chef d'équipe d'agents exfiltrés et des possibles conflits d'intérêts familiaux entre un encadrant et une société sous-traitante. À la même période, une candidature retenue sur un poste de 3.3 s'est finalement vu être refusée après un rétro-pédalage douteux, alors que le collègue avait déjà posé bagages dans son nouveau centre. Cela pose des interrogations quant à la maîtrise de la DOT pour prévenir les pratiques locales déviantes et insupportables auxquelles elle doit mettre un terme immédiatement conformément au code éthique du groupe postal censé lutter contre les conflits d'intérêts et le favoritisme.



De Moissy à Montereau PFC : LE BIDE DE LA PLUS GRANDE PFC DE FRANCE ?!

Depuis le 1er juin, la PFC de Moissy est une PFC Mixte, avec la création d'une ACP au coeur du centre. Cette ACP distribuera le secteur de Melun qui représente un trafic de 10 000 par jour. Les militants SUD et ses membres au CHSCT feront respecter la sécurité et veilleront à ce que les agents PFC ne souffrent pas de nuisances pendant la durée des travaux. Cette activité supplémentaire ne créera pas d'emplois puisqu'il n'est ni question d'embauche, ni de réinternalisation de circuits sous-traités au courrier, alors que les colis disposent de tous les moyens et outils nécessaires pour traiter ce flux.

Transfert du TG1 sur la flambant neuve PFC Ile-de-france sud de Montereau sur le Jard, pour un retour deux mois plus tard à cause d'une gestion calamiteuse du projet par une DOT hors sol et Billand nouveau venu au colis. Nous avons donc raison de nous opposer à la suppression des deux brigades nuit et celle de fin d'après-midi, car il est aujourd'hui question de rétablir deux brigades ; la 19h-3h et l'insupportable 22h-6h, incorporant deux dimanche travaillés !

En plus d'une montée en charge compliquée, Montereau se prend les pieds dans le tapis. Le système Bypass qui devait booster la capacité de traitement à presque 40 000 colis/h est en rade, et ne tournera pas d'après les informations locale avant 2023.

Après seulement trois mois de mise en route, des modifications d'horaires sont déjà évoquées et les heures supplémentaires explosent pour absorber la charge de travail. L'engagement pris par la direction sur les 3 positions de travail par vacation n'est toujours pas respecté. Tout ceci explique cela quant à la décision de ne pas créer de CHSCT local afin de ne pas avoir de garde-fou dans les pattes. La direction fait tout son possible pour dégrader les conditions de travail sur les chantiers non mécanisables et excellence des PFC afin de sauter sur le premier prétexte pour sous-traiter, et ainsi précariser davantage les travailleurs.

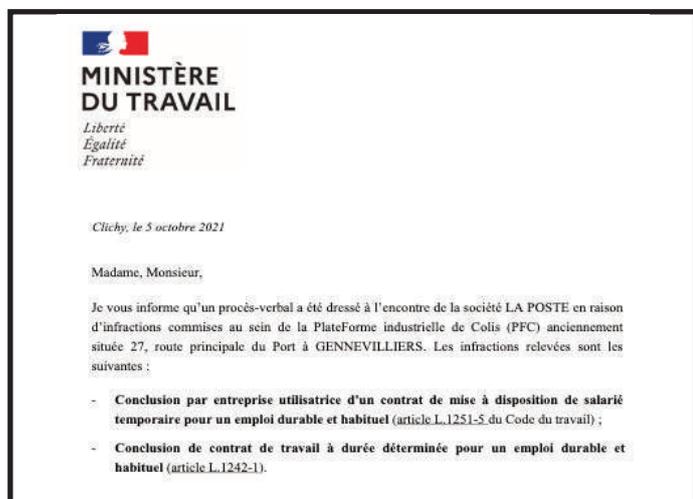
La dernière affaire de détournement de colis sur Montereau est révélatrice d'un malaise économique et social qui résulte avant tout d'un processus de fragilisation de l'emploi à Colissimo, usant et abusant des plus précaires, aboutissant fatalement à la précarisation des conditions de vie. Étrangement, les affaires de pognon impliquant des col blancs ne sortent jamais dans la presse...

Nous le répétons, le seul moyen pour y remédier est de créer de l'emploi stable en CDI et d'augmenter les salaires en intégrant toutes les primes sans conditions, et sans oublier le 13ème mois. Pas de salaires en dessous de 1800 euros pour pouvoir vivre dignement de son travail !



New PFMA et New PV de l'Inspection du travail pour Gennevilliers

En date du 5 octobre 2021, La Poste et Viapost ont reçu des Procès-Verbaux dressés par l'Inspection du Travail sur l'utilisation en tant que donneur d'ordre de salariés temporaires sur des emplois durables ainsi que pour dissimulation de salariés !



nant au tour des PFC d'user et d'abuser de prestataires et d'intérimaires. La précarité organisée se fait clairement hors de tout cadre réglementaire, et la boîte peut s'amuser à faire la sourde oreille dans les réunions, mais rigole moins quand il est l'heure de rendre des comptes. Ce n'est qu'un début pour la DOT, nous poursuivrons le combat sous toutes ses formes y compris juridique tant que nous ne serons pas tous en CDI.

Les chiffres parlent d'eux mêmes, de plus de 160 agents sur l'ex PFC, on tombera aujourd'hui à une petite quarantaine, le reste du tri étant presté malgré notre demande de réinternalisation. Il faut faire de la place pour les camions de livraison, dont l'activité sera elle aussi presque en totalité sous-traitée.

Considérant la New PFMA comme un nouvel étalement, la représentativité du CHSCT changera, et le risque de voir un CHSCT composé d'accompagnants patronaux sera difficilement évitable.

Les victoires ne peuvent de toute façon, que surgir des travailleurs eux-mêmes, qui représentent la réelle force d'action pour faire bouger les choses. Pour cela les collègues du site pourront compter sur le retour des camarades de la section SUD. Le combat continue.

Nous lutterons sans cesse contre ce système généralisé qui a déjà causé la mort de Seydou, collègue sous-traitant décédé en 2013 au cours d'une livraison. Après les ACP qui dépassent aujourd'hui les 80% de l'activité distribution sous-traitée, c'est mainte-

PFC Le Thillay

LES PROMESSES N'ENGAGENT QUE CEUX QUI Y CROIENT !

Le 17 septembre, nous avons été invités à la traditionnelle réunion de présentation de la nouvelle direction de la PFC Le Thillay. C'est l'occasion pour lui de se présenter, bien qu'il ait déjà occupé plusieurs postes de directeur en ACP, dernièrement : l'ACP Poissy. Pour nous, c'est avant tout une occasion de rappeler nos revendications sur le centre et d'évoquer tous les problèmes remontés par les collègues.

Depuis l'ouverture, des dizaines de postes vacants qui devaient être comblés par des CDI sont occupés par des intérimaires, plus faciles à exploiter à cause de leur précarité, ce qui est objectivement plutôt dégueulasse. On leur promet souvent un CDI, mais les chantiers où devaient se faire l'embauche ont de grande chance d'être sous-traités à court terme. Plus besoin de CDI leur répond t'on alors !

Il est aussi fréquent de voir des collègues classe I et Intérimaires occuper les postes sur le chantier Excellence (classe II).

C'est cette exploitation malveillante et malsaine qui profite au patron et lui permet d'augmenter sa plus value sur notre dos, les UAP aggravant les possibles pratiques managériales douteuses. Sans mise en place d'un cadre sérieux avec les syndicats tant sur le fond que sur la forme, les tests UAP doivent cesser

immédiatement. Cette organisation délétère qui favorise l'inéquité et la destruction de nos métiers ne doit pas être assimilée comme normale par les postières et postiers, mais doit être combattue au quotidien.

En plus des problèmes liés à l'effectif et l'emploi, s'ajoutent les nombreux soucis dus au manque d'investissement matériels, très souvent en quantité insuffisante, non adaptés ou défectueux. Ce pognon économisé sur le dos des collègues a bien du contribué à la création du nouveau poste de Bouhafa à la DOT. Ils ont, à notre plus grand regret, pu passer leur projet destructeur sans embûches, c'était pourtant le moment de rentrer en bagarre pour rééquilibrer la balance et obtenir un accord de plus haut niveau. Nous avons en tout cas fait savoir au nouveau directeur que nous attendions un changement de cap radical et qu'il ne fallait pas douter de notre engagement pour défendre les intérêts des collègues, surtout lorsque des PV de l'inspection du travail tombent sur le site de l'ex PFC Gennevilliers dirigée par Bouhafa. Il n'a d'ailleurs pas oublié de prendre la sous-traitance dans ses bagages pour le transfert au Thillay, avant de prendre la poudre d'escampette, attention aux radars.

CEI WISSOUS : Plusieurs COUACS au démarrage

Depuis le 1er juillet, le CEI a déménagé sur Wissous en lieu et place de Chilly. 80% du personnel a suivi le transfert mais le manque d'accessibilité du centre par les transports en communs et la flambée du prix des carburants, ajoutent un stress supplémentaire. Sur ce sujet, la DOT n'a jamais recherché ni même proposé de solution, ayant toujours refusé d'entendre sérieusement nos propositions.

Le service RH étant mutualisé pour les deux entités, le service se retrouve débordé, alors que de nombreux problèmes liés au passage à MaboxRH et soucis au niveau paie nous sont remontés.

La nouvelle réglementation taxant les produits importés hors UE, nécessite un procédé de paiement informatique. Cet outil étant mal conçu et le manque d'une douzaine de déclarants en douane, a forcé la boîte à tout laisser passer pour ne pas provoquer de retard d'acheminement. La charge de travail est répercuté sur les personnels en ACP qui sont amenés à les traiter sur place, avec des risques d'erreurs élevés, surtout pour les chauffeurs pas toujours alertés sur le PSM de la taxe à percevoir.

Comblés ces postes vacants par des intérimaires sous prétexte de ne pas recevoir de candidature interne, est bien évidemment un faux prétexte pour ne pas créer de l'emploi. Cette fonction sensible et indispensable pour le bon fonctionnement du CEI, devrait faire l'objet d'une embauche en CDI et d'une formation complète accessible également aux collègues de classe I.

Nous sommes intervenu sur ce sujet à la DOT et continuerons par notre présence régulière et par les HMI SUD de veiller à faire respecter le droit du travail et la dignité des travailleurs du CEI.